

**ARRETE DE NOMINATION DE M. Patrice LAHORE
EN QUALITÉ D'AGENT RECENSEUR A TEMPS NON COMPLET**

La Maire de la COMMUNE DE LOURENTIES,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales
VU la loi n° 2002-276 relative à la démocratie de proximité et notamment ses articles 156 à 158 relatifs à la rénovation du recensement
VU le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,
VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

CONSIDÉRANT qu'il convient de recruter les agents recenseurs pour assurer les opérations de recensement de la population,

CONSIDÉRANT le contrat à durée déterminée, conclu avec M. Patrice LAHORE le 09/12/2025 pour la période du 05/01/2026 au 21/02/2026

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – Du 05/01/2026 au 21/02/2026, M. Patrice LAHORE, né le 26/02/1976. à Pau (Pyrénées-Atlantiques), à temps non complet exercera les fonctions d'agent recenseur dans le cadre des opérations de recensement de la population.

ARTICLE 2^{ÈME} – A ce titre, il sera chargé, sous l'autorité du coordonnateur communal :

- d'informer les habitants des conditions du recensement,
- de distribuer et de collecter les questionnaires à compléter par les habitants,
- de vérifier, classer, numéroter et comptabiliser les questionnaires recueillis.

ARTICLE 3^{ÈME} - Les opérations de recensement se dérouleront du 15/01/2026 au 14/02/2026
Il s'engage à suivre les sessions de formation organisées par la commune en collaboration avec l'INSEE du 05/01/2026 au 14/01/2026 ; il s'engage également à respecter le caractère confidentiel des informations recueillies sous peine de sanctions pénales. Le non-respect des règles relatives à cette obligation de secret entraîne, en outre, le licenciement immédiat de l'agent recenseur.

ARTICLE 4^{ÈME} - Les conditions d'emploi sont fixées par le contrat de travail conclu avec l'agent.

ARTICLE 5^{ÈME} - L'agent recenseur qui ne peut achever les travaux de recensement qui lui sont confiés, est tenu d'avertir par écrit la commune dans les 24 heures et de remettre immédiatement à la mairie tous les documents en sa possession, faute de quoi, il peut se voir poursuivi devant les tribunaux compétents pour détention illégale de documents administratifs.

ARTICLE 6^{ÈME} - Il est formellement interdit à l'agent recenseur d'exercer, à l'occasion de la collecte des bulletins de recensement et simultanément à celle-ci, une quelconque activité de vente ou de placement auprès des personnes entrant dans le champ de son activité d'agent recenseur.

ARTICLE 7^{ÈME} - En application des dispositions de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de PAU dans le délai de 2 mois de la notification à l'intéressé.


ARTICLE 8^{ÈME} - Le présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé, sera affiché dans les locaux de la Mairie.

Fait à Lourenties, le 09 janvier 2026

La Maire,
Nadège MAHIEU



Reçu le 14/01/2026

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the date "14/01/2026". The signature is fluid and appears to be a cursive representation of a name.